

**MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU TOURISME**

Bulletin : SOS-ENVIRONNEMENT

N°20 du Vendredi 13 mai 2005

Les pressions exercées par le secteur agricole sur l'environnement

Le poids de l'agriculture dans l'économie nationale fait que toute politique qui est menée dans ce secteur aura des effets sur le reste de l'économie. Elle emploie plus de 90 % de la population, représente plus de 50 % du PIB et 80 % des recettes d'exportation. C'est ainsi que l'agriculture a toujours été considérée comme le moteur de l'économie et à cet égard, s'est vue assignée des objectifs, avant la crise, d'assurer l'autosuffisance alimentaire, de fournir des devises dont le pays a besoin, les matières premières pour l'industrie agroalimentaire, des emplois et des revenus à la population.

Avec la crise qui a été durement ressentie en milieu rural, les conditions de vie et de production se sont dégradées. En plus des destructions de l'habitat, des vols et pillages de bétail, de matériels et de récoltes, plus de 1/5 de la population n'ont pas eu accès à leur exploitation ou tout au plus, ont eu un accès limité, parce que réfugiées en dehors des frontières ou simplement déplacées ou dispersées à l'intérieur du pays.

En outre les structures publiques et privées d'appui à la production ont été désorganisées et ont perdu des hommes, des infrastructures et du matériel. La crise des finances, quant à elle, a réduit fortement la capacité opérationnelle des services, les ressources budgétaires étant incapables de couvrir leurs besoins de fonctionnement.

La politique sectorielle actuelle se fixe comme objectif de court terme, de rendre plus dynamique le secteur agricole de manière à rétablir et surpasser les meilleurs niveaux de production d'avant la crise et dans le moyen et le long terme, de jeter les bases d'un développement agricole durable fondé sur la transformation de l'agriculture actuelle de subsistance en une agriculture intégrée.

La sécurité alimentaire consiste essentiellement en l'augmentation de la production agricole par une hausse de la productivité et un accroissement des superficies emblavées. Cependant les résultats positifs du secteur ne peuvent occulter les pressions qu'il exerce sur l'environnement et les ressources naturelles.

De même l'accroissement de la productivité peut être accompagnée parfois des conséquences négatives sur l'environnement parmi lesquelles :

- l'épuisement des sols ;
- la dégradation de la biodiversité ;
- la pollution de l'eau à cause de la consommation excessive d'engrais chimiques et de fongicides.

Cependant notre agriculture connaît quelques contraintes qui relèvent de plusieurs secteurs économiques, sociaux et institutionnels notamment :

- une croissance démographique élevée ;
- des ressources naturelles fragiles, insuffisamment valorisées et protégées qui subissent des pressions considérables du fait des fortes densités de la population ;
- une régression des bases productives à savoir la dégradation des terres, la réduction du cheptel et une baisse tendancielle de la productivité ;
- un appui inefficace au secteur agricole et aux producteurs ruraux en particulier ;
- une insuffisance de l'organisation des acteurs et d'un accès limité au financement ;
- une information mal maîtrisée et fragmentaire dans tous les domaines d'activité rendant difficile toute tentative de planification.
- La majeure contrainte qui a un impact sur l'environnement est l'amenuisement, des terres suivies de leur dégradation. La recherche des terres cultivables pousse la population à envahir les aires protégées et c'est le cas de la Kibira dans les provinces de Cibitoke, Muramvya et Kayanza, le parc de la Ruvubu dans la province de Ruyigi, la Réserve naturelle de la Rusizi dans sa zone Delta.

Cette recherche de terres agricoles est aussi à la base de la ruée vers les marais dont la surexploitation aura comme conséquence la déstabilisation du régime hydrologique, la perte de la biodiversité et de l'intégrité générale de l'écosystème.

Par le Cabinet

Enjeux environnementaux

⇒ Eau :

Au cours des 20 prochaines années, on s'attend à une diminution d'un tiers, en moyenne, de l'eau disponible par personne dans le monde, selon le rapport mondial sur l'eau, publié en 2003. Selon la croissance de la population et les décisions politiques, les pénuries d'eau concerneront, vers 2050, 7 milliards de personnes dans 60 pays (hypothèse haute) ou 2 milliards dans 48 pays (hypothèse basse).

⇒ Energie

Les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) sont, d'une part, vouées à l'épuisement, et d'autre part sources d'émissions de gaz à effet de serre. Elles répondent pourtant à 68% des besoins énergétiques français. Le recours aux énergies renouvelables est un des moyens de lutter contre la pollution atmosphérique mais elles ne représentent aujourd'hui que 12% de la consommation en France. Le reste est fourni par nucléaire, source d'énergie controversée. Pour certains, elle est « développement durable » puisqu'elle ne génère pas de gaz à effet de serre, pour d'autres elle est, par nature, dangereuse et polluante à cause des déchets qu'elle produit.

⇒ Réchauffement climatique

Le monde scientifique s'accorde pour penser que le niveau d'émissions de gaz à effet de serre, générés principalement par l'utilisation de combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz) entraîne un réchauffement du climat. De combien de degrés et à quelle échéance ? Les scientifiques estiment que le réchauffement moyen à l'horizon de 2100 sera de 1,4 à 5,8°C par rapport aux températures de 1990. Les conséquences d'une telle augmentation seraient considérables : inondations, désertification, dissémination des maladies, disparitions d'espèces animales : le réchauffement climatique est donc considéré par beaucoup comme le défi environnemental du XXIème siècle. Le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre est une des mesures prises pour lutter contre le phénomène mais sa mise en œuvre est très difficile.

⇒ Pollution chimique

L'une des sources les plus importantes de pollution chimique sont les pesticides. En 1945, on utilisait 60 000 tonnes par an, en 95, 2,5 millions. Ils ont permis le développement massif de l'agriculture extensive et sont aujourd'hui présents dans 40% des fruits et légumes frais consommés dans l'Union Européenne mais aussi dans l'air et dans l'eau. La double difficulté est que, d'une part, en l'état actuel des recherches, on ignore les effets à moyen et long terme de près de 40 000 molécules mises en circulation et, d'autre part, il s'agit souvent des POP (Polluants Organiques Persistants).

⇒ Transports

Les transports sont à l'origine de 25% des émissions de dioxyde de carbone dans le monde générées par l'homme. Réduire la circulation automobile est l'un des axes prioritaires de la lutte contre la pollution d'autant plus que l'Union Internationale des Transports Publics prévoit que la population urbaine va augmenter de 27% dans les 30 prochaines années. Aucune ville ne pourra supporter une augmentation proportionnelle du transport individuel.

Lu pour vous par la Rédaction

La rédaction de SOS Environnement espère que le SAINT ESPRIT a soufflé sur vous tous à l'occasion de la fête de PENTECOTE pour avoir le souffle nécessaire de participer sereinement dans les échéances surtout en vous rappelant qu'une bonne politique pour le pays et la population sera celle qui part de la mission que le BON DIEU a assigné à l'homme et la femme quand IL les a installés dans le JARDIN D'EDEN : le garder et le cultiver. C'est-à-dire, le préserver de la destruction.

Le Cabinet du Ministre